

Prologue

Dans le colloque international de Genève des 15/16/17 septembre 2004, il a été question de *L'ACTION « TRAGIQUE » des travailleurs du service public*. Le colloque a été organisé à la suite d'une recherche interdisciplinaire sur le service public menée à l'Université de Genève². Il a été l'occasion de présenter les résultats et de prolonger une dynamique mise en route grâce à la recherche.

Ainsi, dans ce volume, des travailleurs du service public (social, santé, police, éducation), des chercheurs de divers domaines (économie, sciences de l'éducation, droit, ingénierie, philosophie, travail social, psychanalyse, psychologie, sociologie, sémiologie) font état de leurs réflexions.

L'ordonnement des textes³ - traces écrites de trois jours intenses de présentation et de discussion - répond à la philosophie adoptée pour le colloque : partir des pratiques professionnelles dans les ateliers, puis élaborer une réflexion sur des thèmes transversaux d'anthropologie philosophique et politique, avec le souci d'articuler le présent (situations), le passé (mémoire) et l'avenir (projets).

Le livre présente une progression des textes en quatre parties, suivies d'une conclusion.

Dans une première partie, des professionnels du service public apportent leurs témoignages, coordonnés par la responsable des Ateliers transversaux, Françoise Cinter, des rapports particuliers succincts et la synthèse établie par Ghislaine Glasson-Deschaumes, de l'association Transeuropéennes (Paris). Six ateliers (Devoir de fidélité à l'Etat, Souffrance et espace public au travail, Approches interculturelles dans une société inégalitaire, Travail et chômage, Droit d'asile et hospitalité, Situations limites. Un septième thème, Histoire et mémoire, a dû être regroupé avec celui du premier atelier) ont permis un important travail sur les pratiques professionnelles, évoquées par les personnes que voici, nommées par ordre alphabétique : Mohammed Karim Abboub, Stéphane

2 Caloz-Tschopp M.-C. 2004 *Parole, pensée, violence dans l'Etat. Une démarche de recherche* (vol. I) ; *Contraintes, dilemmes, positions des travailleurs du service public. Entretiens* (vol. II) ; *Le devoir de fidélité à l'Etat entre servitude, liberté, (in)égalité. Regards croisés* (vol. III). Paris.

3 Hormis, bien entendu, ceux de la recherche, qui figurent dans les trois volumes énumérés dans la note précédente.

Auerbach, Stéphane Barbezat, Philippe Bertschi, Guy Brousoz, Alice Chavannes, Corinne Chuit, Marinette Clavijo-Gallay, Gérald Crettenand, Pierre Dasen, Alain Devegney, A.-V. Ducommun, Farinaz Fassa, Marc Folly, Béatrice Grossen, J.-P. Guex, Daniel Häring, Charles Heimberg, J.-D. Jimenez, Véréna Keller, Sabine Kradolfer, José Marin, Lucien Martenot, Dominique Nardin, Tania Ogay, Christian Progin, Pascal Recrosio, Carmen Torres, Afra Weidmann, Andrea Zobel. Dans une deuxième partie, quatre professionnels du social, de la recherche universitaire et d'une organisation non gouvernementale partagent leurs analyses sur les institutions et leur pratique (Bernard Clerc, Annie Mino, Libero Zuppiroli, Daniel Bolomey). Suivent, dans une troisième partie, trois textes de chercheurs et praticiens sur le thème de la globalisation et du service public (André Tosel, Pierre Musso, Eric Calcagno). Enfin, dans une quatrième partie, suivent six textes concernant les apports d'anthropologie philosophique et politique (Marie-Claire Caloz-Tschopp, Christophe Tafelmacher, Frieder Otto Wolf, Bertrand Ogilvie, Maria Lucila Pelento, Jean-Pierre Leyvraz). Des contributions aux débats viennent compléter ces exposés. En conclusion, deux textes font le point et nous invitent à tourner nos regards vers la suite, vers l'avenir. Ils sont dus à Janine Puget (Buenos Aires) et à Marcelo Viñar (Montevideo).

La diversité et la richesse des textes que le lecteur va découvrir s'articulent autour des *objectifs* et de la *position* recherchés comme mode de participation au colloque, dans le cadre de la liberté académique : parler à partir de sa pratique professionnelle et sur celle-ci dans le travail du service public ; mener un travail résolument *réflexif* sur la question du devoir de fidélité à l'Etat dans une dynamique entre servitude, liberté et (in)égalité ; analyser questions, difficultés et dilemmes transversaux aux pratiques de six secteurs (police, santé, social, chômage, formation/recherche, enseignement) ; réfléchir à des perspectives futures d'action pour améliorer et transformer sa pratique.

Nous avons travaillé à la fois sur des pratiques professionnelles locales, genevoises et suisses, et dans l'espace géopolitique (mondialisé) et cela grâce à des participants venus de loin. Nous nous sommes aussi décentrés dans le temps (histoire), grâce à des figures emblématiques de l'histoire suisse, d'ex-Yougoslavie, d'Algérie et d'Argentine.

« Ce qu'une personne est, nous ne le savons qu'après sa mort. Telle est la vérité contenue dans l'ancien adage '*nemo ante mortem beatus esse dici potest*' (Solon) », écrivait Hannah Arendt⁴. Paul Grüninger (1891-1972), Regina Kägi-Fuchsmann (1889-1971), Friedel Bohny-Reiter (1912-2001), Carl Lutz (1895-1975) et Anne-Marie Imhof-Piguet, avec vingt-sept autres personnes, ont aidé des fugitifs en Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Ils ont été condamnés pour leurs actes de l'époque et récemment réhabilités par le Parlement suisse. Parmi eux, Paul Grüninger, commandant de police du canton de Saint-Gall, après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, favorisé et organisé l'entrée illégale de réfugiés en Suisse. Sa photo sur la couverture du volume III de la recherche, reprise pour les Actes, rappelle les dilemmes et les choix que l'histoire a posés et pose encore aux professionnels du service public aujourd'hui dans un contexte de globalisation. Zarana Papic (1949-2002)⁵, Abdelmalek Sayad (1933-1998)⁶ et Ignacio Lewkowicz (1963-2004)⁷ sont tous trois des chercheurs récemment décédés. Ils ont lié étroitement leur travail académique à la construction d'une citoyenneté post-nationale (respectivement sur le féminisme et la guerre en ex-Yougoslavie, l'immigration en France et en Algérie, la destruction des services publics et de l'Etat en Argentine et les transformations de la subjectivation). Ces figures élargissent le travail de mémoire tout en éclairant les dilemmes et les choix d'aujourd'hui.

Au centre du débat : la puissance d'agir d'ordre « tragique »

Le devoir de fidélité à l'Etat dans le travail est le noyau où se jouent les tensions entre la liberté, la servitude et (l'in)égalité. Il a été un des axes importants du colloque.

Dans l'ère de la « fluidité », qui domine la globalisation actuelle, comme l'a bien expliqué André Tosel lors du colloque, il a été question de ce qui conditionne, freine, empêche ou alors suscite, encourage *la puissance d'agir* – ici dans le service public- et de ce qui est de l'ordre du « tragique » dans l'action publique. Fatigues,

4 Arendt H. 1990. *La nature du totalitarisme*, Paris, Payot, p. 41.

5 Ses écrits se trouvent au *Women's Studies Center* de Belgrade. Citons par exemple un texte sur les femmes et la guerre : *Kosovo War. Feminist politics and Fascism in Serbia*.

6 Ce sociologue de l'immigration a été cofondateur du Groupe de Genève. *Violence et droit d'asile en Europe*, un réseau international bien présent dans l'organisation du colloque. Son dernier livre a été publié en 1999 : *La double absence*, Paris, éd. du Seuil.

7 Un des livres de I. Lewkowicz a d'ailleurs été à l'origine de l'organisation d'un atelier: Lewkowicz I. 2004. *Pensar sin Estado. La subjectividad en la era de la fluidez/Penser sans Etat. La subjectivité dans l'ère de la fluidité*, Buenos Aires/Barcelone/Mexico.

impuissances, difficultés, malaises et aussi colères, dilemmes ont été évoqués, interprétés. Les participants ont discuté de ce qui encourage la passivité, l'indifférence ou même la haine ou alors au contraire encourage le choix d'accepter d'être affecté par ce qui arrive aux autres et à soi-même et d'agir.

Les transformations de la société, de l'Etat, des institutions⁸, des rapports de travail, par le « total-libéralisme »⁹ ont été analysées, compte tenu de l'histoire du XXe siècle et de sa longue genèse. Tant l'économie que la politique déterminent les nouvelles formes de travail, de contrôle social, de désaffiliation, de violence, voire même de cruauté¹⁰. Ils sont de plus en plus lourds, ont dit de nombreux professionnels. Les nouveaux rapports entre le travail et le capital dans l'ère post-nationale ont été décrits avec précision (texte d'André Tosel).

Les travailleurs du service public sont pris en tenaille. Ils sont amenés à appliquer des politiques qui fragilisent les usagers, tout en constatant une détérioration de leurs propres conditions de travail. Le contenu, le sens et les buts de leur travail sont mis en cause¹¹. Le terrain du service public est un lieu d'observation des changements, mais de loin pas le seul. On pense aussi aux changements en cours dans les politiques de sécurité, d'immigration, du droit d'asile, du chômage, du travail, de l'assurance invalidité, et aussi aux politiques de la formation et de la recherche. On pense aux bouleversements du secteur privé.

Des pratiques et des discours remettent en cause le cadre politique¹², les libertés publiques, les pratiques démocratiques, la

8 Sur ce point, nous renvoyons au texte d'E. Deccaro 2005 « Tendances autoritaires en Suisse. Vers une société du contrôle ? », *Solidarité*, n° 65.

9 Voir la définition de ce terme dans l'exposé de Marie-Claire Caloz-Tschopp, dans ce volume.

10 Balibar E. (1996). « Violence : idéalité et cruauté », Françoise Héritier, *De la violence*, Paris, éd. Odile Jacob, p. 57-87.

11 « Le travail de ces personnels ne consiste plus désormais à gérer en priorité l'aide sociale ou les assurances sociales dans le respect des droits sociaux des populations concernées et dans une logique d'égalité entre les individus qui composent ces populations, mais de plus en plus à trier, évaluer, classer, hiérarchiser, sanctionner les populations qui dépendent d'eux, voire à en récompenser les éléments les plus "méritants", qui sont souvent les plus dociles. Il y a donc une inflexion - voire un tournant - dans le sens du contrôle social et d'une gestion autoritaire des dossiers des individus qui dépendent d'eux. Ce tournant dans la mission des services concernés et dans le contenu du travail de leur personnel s'obtient évidemment par la contrainte hiérarchique, au moyen d'instructions et de directives. », Decarro E. art. cit., p. V.

12 On pense ici aux déclarations du conseiller fédéral Ch. Blocher suggérant de changer la Constitution quand le Tribunal fédéral a déclaré non conformes à la Constitution des

possibilité de la construction incessante de la liberté et de l'égalité entre les individus. Ils préconisent ouvertement une culture de haine de l'Autre, de violence, de guerre. Ils encouragent de multiples formes de dépréciation (silence, méconnaissance des difficultés, mépris, mensonges), de traitements inhumains et dégradants. Détruire est plus facile que construire. Aujourd'hui, le « fantôme de la guerre »¹³ est plus présent que celui de la justice.

Figier l'Autre, quel qu'il soit, dans des stéréotypes, le « marquer » (« faux réfugié », requérant délinquant, assisté profiteuse, fonctionnaire privilégié, etc.), le construire en ennemi pour qu'il soit tellement différent qu'on ne puisse envisager une relation, des échanges, mais qu'on veuille le maltraiter, le tuer. La haine implique une logique raciste¹⁴ pouvant aller de l'indifférence à la fascination, à la discrimination, jusqu'au meurtre. Elle passe par une essentialisation de soi et de l'ennemi, c'est-à-dire une volonté de figer les rapports sociaux dans la mort et non dans la vie¹⁵. Dans certains cas, nous avons vu que le racisme est encouragé par l'Etat (en Suisse, le modèle des trois cercles, par exemple).

Ces pratiques de haine peuvent être retournées, nous disent de nombreux auteurs (Hannah Arendt, Judith Butler¹⁶ notamment), par la résistance, l'action et le jugement concertés, qui, pour autant qu'ils soient publics, deviennent alors « performatifs » (*performative action*). Il nous faut réviser les procédures, les stratégies d'intervention dans le service public et la construction de la citoyenneté. Il nous faut « penser la fluidité » du monde qui nous entoure depuis les propres conditions de fluidité du vécu et des institutions, nous dit Ignacio Lewkowicz¹⁷, une des figures du colloque. En effet, nous sommes mis au défi d'inventer de nouvelles formes de prise de distance et de travail critique, de comprendre des situations éclatées, morcelées et des actes concrets

mesures à l'encontre des NEM (requérants à qui a été signifiée une « non-entrée en matière » sur leur dossier d'asile et à qui a été supprimée toute assistance). Voir Masméjan D. 2005. « Asile : entre le Tribunal fédéral et le parlement, qui aura le dernier mot ? L'aide d'urgence aux requérants récalcitrants est au centre d'un affrontement sans précédent. » *Le Temps*, 15.4.2005.

13 Lothar B. 1995. « De la guerre comme fantôme contemporain », *Le Genre humain*, printemps/été.

14 Guillaumin C. 1972, 2000. *L'idéologie raciste*, Paris.

15 Pour élargir la notion de « vie », il faudrait recourir à la notion de « cosmos » utilisée par Hannah Arendt.

16 Butler J. 2003. *Le pouvoir des mots*, Paris.

17 Coreia C., Lewkowicz I. 2004. *Pedagogia del aburrido. Escuelas destituidas, familias perplejas*, Buenos Aires, Mejico, Barcelona.

de destruction, si nous voulons en dégager une nouvelle anthropologie politique de l'humain. La philosophie du colloque a été précisément de lier la réflexion sur le vécu, la pratique professionnelle, la subjectivation, la citoyenneté locale et transnationale, avec le souci d'observer et d'intégrer les transformations voire la disparition de l'Etat¹⁸, du service public et aussi de trouver de nouveaux modes d'agir en commun.

Le colloque a été une expérience collective (dans les locaux de l'Université Ouvrière de Genève et de l'Université de Genève, garantes de la liberté académique), où se sont rencontrés des professionnels et des chercheurs dans un contexte à la fois local, européen et intercontinental. Les textes de Janine Puget et Marcelo Viñar, avec une distance et une décentration sur d'autres réalités, nous permettent d'imaginer des perspectives dans le changement et de mener à bien une première synthèse provisoire en guise de conclusion.

Une recherche s'est terminée. Des échanges, des rencontres ont eu lieu grâce au colloque¹⁹. Avons-nous le désir, est-il opportun de continuer à construire un espace public transversal de parole et de réflexion en invitant les travailleurs du secteur privé pour une autre étape de partage d'expériences entre secteur public et secteur privé ? « Quiconque commence à agir doit savoir qu'il a déclenché quelque chose dont il ne peut jamais prédire la fin », écrit Hannah Arendt (*Crise de la culture*). L'histoire est à la fois domination, violence, imagination, désir, événement, incertitude, choix, position. Elle est ouverte. Elle est création.

Marie-Claire Caloz-Tschopp
Direction du colloque
Faculté de psychologie et des
Sciences de l'éducation de
l'Université de Genève
Pierre Dasen
Coresponsable du colloque
Faculté de psychologie et des
Sciences de l'éducation de
l'Université de Genève

Dominique Blanc
Directeur de l'Université Ouvrière de Genève
(UOG)

18 Lewkowicz I. 2000 *Pensar sin Estado. La subjetividad en la era de la fluidez*, Buenos Aires, Barcelona, Mexico.

19 Pour toute information s'adresser à l'adresse suivante : colloque2004@pse.unige.ch